

tenant dans les limites de tendances petites-bourgeoises, adaptées de façon différente, par la bureaucratie ouvrière pour garder sa position dirigeante du prolétariat.

Jusqu'au 4 août 1914, la social-démocratie allemande eu, au fond, un caractère centriste. Les droitiers étaient en opposition avec la direction, l'aile gauche radicale, ayant d'ailleurs des formes peu précises, l'était également. L'épreuve de la guerre conduisit à ceci : que le centrisme se révéla immédiatement incapable de diriger le Parti. La droite s'empara du gouvernail sans rencontrer de résistance. Le centrisme ne se ranima que plus tard en tant qu'opposition. La situation est encore la même à présent dans la III^e Internationale et dans celle d'Amsterdam.

La force fondamentale de la bureaucratie ouvrière internationale est constituée par son aile stable collaborationniste ; le centrisme n'est qu'un ressort auxiliaire de son mécanisme. Les exceptions qui se présentent dans certains partis, comme en Autriche par exemple, n'ont, au fond, qu'un caractère virtuel et ne font que confirmer la règle.

Il faut ajouter que depuis la guerre, la droite et le centre sont devenus bien plus proches de l'Etat bourgeois, que les droitiers d'avant la guerre (surtout, en Allemagne). C'est ainsi qu'une place resta libre pour un centrisme plus radical, moins compromis, plus « gauche » que la soi-disant gauche social-démocrate. La politique du centrisme gauche d'après-guerre intervint dans des proportions très considérables, sous le nom de communisme (en Allemagne, Tchéco-Slovaquie, Angleterre, etc.). Inévitablement, de grandes épreuves historiques mettront à nu cette situation et peut-être au moyen d'une catastrophe.

Comment alors, les choses se passent-elles dans les conditions d'un Etat ouvrier, qui ne peut, évidemment, se concevoir sans bureaucratie ouvrière, d'ailleurs plus nombreuse, plus ramifiée, infiniment plus puissante que celle des pays capitalistes ? Où en est la question de la ligne de conduite observée par la direction du Parti Communiste de l'U. R. S. S., qui, au cours des dernières années, se déplaça en passant de la classe à l'Appareil, c'est-à-dire à la bureaucratie ?

Le plus simple et le mieux est de vérifier tout d'abord la politique du Comité Central du Parti Communiste de l'U. R. S. S. dans le domaine international ; ainsi les particularités dues à la situation du parti gouvernemental au pays de la dictature du prolétariat se trouvent écartées ; le caractère nouveau de l'ambiance ne masque pas ses tendances de classe ; on peut juger de la ligne de conduite politique en se basant sur des critères marxistes solidement établis. En Chine, la politique du Comité Central ne fut pas centriste, mais bien menchévique, plutôt menchévique de droite, c'est-à-dire plus proche du menchévisme de 1917 que de celui de 1905 (soumission directe à la direction de la bourgeoisie, freinage net de l'offensive révolutionnaire des masses). En Angleterre, cette même politique eut, pendant la période décisive de la lutte, un caractère centriste (appui accordé aux opportunistes et aux

traîtres, politique s'arrêtant à mi-chemin dans sa propre maison). En Allemagne, en Tchéco-Slovaquie, en France, etc., elle fut plutôt centriste, répétant dans des conditions nouvelles celle pratiquée avant la guerre par la social-démocratie. En Pologne, au moment du coup d'Etat de Pilsudsky, la ligne suivie par la direction fut intermédiaire entre les cas de l'Angleterre et de la Chine, c'est-à-dire entre le centrisme de droite et le menchévisme de droite. En général, on peut dire que le centrisme de la direction du Parti Communiste de l'U. R. S. S. se déplaçait d'autant plus résolument vers l'ornière menchévique que la situation était révolutionnaire, et qu'elle exigeait plus de perspicacité et d'audace politique. Il ne put se parer de gauchisme que dans le train-train de la politique banale. Cela permet de vérifier en dernier lieu, irrévocablement, toute la ligne de conduite observée par la direction ayant succédé à Lénine.

Pourtant, il s'est accumulé à présent, suffisamment d'expériences à l'intérieur du pays pour pouvoir reconnaître et démasquer le centrisme sur cette base, sans même recourir au critère international.

La bureaucratie ouvrière, qui s'est développée chez nous dans des proportions monstrueuses, a, au cours des dernières années, élaboré dans le domaine théorique, un procédé nouveau pour aborder toutes les questions essentielles et avant tout, celle de l'estimation de sa propre valeur. Le sens de cette méthode consiste à considérer que, puisque la dictature du prolétariat existe chez nous, le caractère prolétarien de tous les processus sociaux est par là même, garanti a priori et pour toujours. Si nous avons un Etat ouvrier, enseignait Molotov le sans-pareil, comment alors le rapprocher encore des ouvriers ? S'il y a chez nous une dictature du prolétariat, notre koulak est lui aussi prolétarien, et d'une façon immanente, il s'intègre dans le socialisme. Si nous sommes en présence de la révolution socialiste, comment pourrions-nous être menacés du danger de Thermidor, c'est-à-dire de la restauration bourgeoise ? Si le pouvoir des Soviets est établi chez nous, la croissance sans arrêt du socialisme est assurée, indépendamment de l'amélioration ou de l'aggravation de la situation de la classe ouvrière. Enfin, si nous avons un Parti léniniste, comment un Comité Central « léniniste » peut-il se tromper ? Toute critique dirigée contre celui-ci n'est-elle pas vouée d'avance à jouer le rôle de « déviation » de droit suivant le côté duquel le secrétariat du Comité Central se voit critiqué ? La dialectique matérialiste employée à évaluer les forces en mouvement de la dictature du prolétariat est remplacée sur tous les points par un idéalisme immanent qui est devenu la philosophie spécifique de la bureaucratie du Parti et des Soviets, luttant pour la stabilité et l'inamovibilité des positions qu'elle occupe, pour garder entièrement le pouvoir, pour être indépendante du contrôle des masses ouvrières. Le fétichisme de l'Appareil et de ses cadres, dont l'existence devient un but en lui-même, ne pouvant être destitué par une décision du Parti, mais seulement par la guerre civile

(Staline) : voilà l'axe de la philosophie immanente sanctifiant les procédés pratiques d'usurpation et frayant la voie au bonapartisme véritable.

Le changement radical des bases d'appréciation au point de vue syndical témoigne du rôle social nouveau de la bureaucratie ouvrière, et, en général, de celle des Soviets envers le prolétariat, aussi bien que par rapport aux autres classes. Cette bureaucratie en devenant indépendante du prolétariat, parallèlement, dépend de plus en plus de la bourgeoisie. On fétichise l'Etat ouvrier tel qu'il existe, pour dissimuler cette dépendance. C'est avec une logique d'airain que se déduit l'attraction organique éprouvée par notre bureaucratie envers les dirigeants et les chefs de la petite bourgeoisie, envers les bureaucrates syndicaux « sérieux » du monde entier (Chine, Angleterre, Pologne, orientation de Tomsy, Kaganovitch et consorts vers l'Internationale d'Amsterdam, etc.). Cette affinité internationale de la bureaucratie ouvrière, qui se crée en raison de ses propriétés intrinsèques, ne peut être ni supprimée, ni éliminée par les zigzags les plus ultra-gauches du centrisme.

Evidemment, en Occident, la bureaucratie ouvrière développe son activité en se basant sur la propriété capitaliste. Chez nous, elle a grandi sur les fondements de la dictature du prolétariat. Mais de ce contraste radical des bases sociales, on ne peut nullement déduire, comme en témoignent la théorie et l'expérience, l'antagonisme immanent, c'est-à-dire assuré par une valeur interne, de la bureaucratie ouvrière de chez nous et de celle des pays capitalistes. La nouvelle base sociale, considérée isolément (et d'autant plus si elle est encore en formation et ne jouit pas d'une stabilité absolue), ne peut, en aucun cas, garantir le caractère nouveau de la superstructure, dont, par contre, la transformation peut devenir un facteur important de celle de la base elle-même. Dans ces questions fondamentales, la scolastique de Boukharine sert simplement à camoufler les processus de transformation sociale. Les jacobins se considéraient, eux aussi, comme étant les antagonistes immanents de la monarchie et du césarisme monarchique. Pourtant, par la suite, Napoléon recruta ses meilleurs ministres, ses préfets et ses mouchards parmi les vieux jacobins, dont il fut d'ailleurs lui-même, dans sa jeunesse.

L'origine sociale et historique de notre bureaucratie, sans la prémunir, ainsi que cela a été dit plus haut, contre une transformation, donne toutefois, aux voies et aux formes que prend ce processus, une originalité extraordinaire ; elle assure dans le stade considéré actuellement, une prédominance patente et indiscutable aux éléments centristes sur ceux de la droite ; elle imprègne le centrisme lui-même d'un caractère tout à fait spécial, extrêmement compliqué, reflétant diverses étapes de glissement, divers états d'esprit, et différentes méthodes de pensée. C'est pour cela que les discours et les articles des dirigeants centristes font songer bien souvent à un manuscrit comportant simultanément des caractères russes, latins et arabes. Il faut croire que cela explique l'analphabétisme effrayant, non seulement théorique, mais

même littéraire de la plupart des écrits centristes. Il suffit de lire la Pravda de maintenant. Ayant reçu la grâce du secrétariat, les apôtres du centrisme commencent tout-à-coup à parler des langues qu'ils ignoraient jusqu'alors. Cela témoigne évidemment de la puissance de la grâce, n'empêche qu'il est à peu près impossible de les comprendre. On pourra nous objecter : si la tendance qui dirige actuellement le P.C. de l'U.R.S.S. est le centrisme, comment expliquer le revirement brusque que cette tendance vient d'effectuer contre la social-démocratie de gauche qui n'est pourtant, elle aussi, que du centrisme ? C'est là un argument qui n'est pas sérieux. Nos droitiers qui, de l'aveu des centristes eux-mêmes, suivent la voie de la restauration du capitalisme, se proclament, eux aussi, des ennemis irréconciliables de la social-démocratie. L'opportunisme est toujours prêt, suivant les circonstances, à assoier sa réputation sur un radicalisme criard à l'usage des autres pays. Il va de soi que ce radicalisme d'exportation a, pour une grande part, un caractère verbal.

Mais l'hostilité de nos centristes et de nos droitiers envers la social-démocratie européenne n'a pas exclusivement ce caractère. Il ne faut pas perdre de vue toute la situation internationale, ni surtout l'immense contraste existant objectivement entre les pays capitalistes et l'Etat ouvrier. La social-démocratie internationale soutient le régime capitaliste existant actuellement. Notre opportunisme intérieur, ayant grandi sur les fondements de la dictature du prolétariat, ne fait qu'évoluer dans le sens des rapports capitalistes. Malgré les éléments de dualité du pouvoir dans le pays et les tendances thermidoriennes dans le Parti communiste de l'U. R. S. S., l'antagonisme entre l'Union Soviétique et le monde bourgeois demeure un fait de la plus haute importance, qui ne peut être nié ou négligé que par des sectaires de « gauche », des anarchistes et des anarchisants. De par toute sa politique, la social-démocratie-internationale est vouée à soutenir les desseins de la bourgeoisie contre l'U. R. S. S. Cela seul crée déjà une base d'hostilité réelle et non seulement verbale, malgré le rapprochement des lignes de conduite politiques.

Le centrisme est celle adoptée officiellement par l'Appareil. Son protagoniste est le fonctionnaire du Parti. Or, la bureaucratie n'est pas une classe. Elle sert les classes. Laquelle d'entre elles est alors représentée par le centrisme ? Le propriétaire qui se relève trouve à s'exprimer, bien que craintivement jusqu'à maintenant, par l'intermédiaire de la fraction de droite. La ligne de conduite du prolétariat est défendue par l'Opposition. Que reste-t-il en partage au centrisme ? En procédant par élimination, on trouve... le paysan moyen. En effet, le centrisme s'est débarrassé chez nous de la coquille du bolchévisme en s'accrochant à l'idée du paysan moyen. Le mot d'ordre de Lénine, alliance du prolétariat dirigeant avec la paysannerie moyenne se vit substituer le fétichisme du paysan moyen comme critérium suprême de la politique prolétarienne. Jusqu'à maintenant, les centristes ne peuvent laisser